

RCS : VESOUL - GRAY

Code greffe : 7001

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de VESOUL - GRAY atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1989 B 40086

Numéro SIREN : 950 508 051

Nom ou dénomination : Lufkin Gears France

Ce dépôt a été enregistré le 26/07/2022 sous le numéro de dépôt 2594

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 474 148	3 431 696	42 452	43 313
Fonds commercial	1 524		1 524	1 524
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	585 796	60 694	525 102	339 042
Constructions	15 327 748	4 951 166	10 376 582	5 988 420
Installations techniques, matériel, outillage	33 252 892	22 581 422	10 671 470	11 923 395
Autres immobilisations corporelles	1 617 077	843 700	773 376	246 424
Immobilisations en cours	864 597		864 597	5 949 686
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	639 250		639 250	603 712
Autres immobilisations financières	4 639		4 639	7 842
ACTIF IMMOBILISE	55 767 670	31 868 678	23 898 992	25 103 360
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 281 301	1 403 645	1 877 656	3 357 517
En-cours de production de biens	20 795 847	2 209 232	18 586 615	17 906 866
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	302 622		302 622	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	14 858 321	72 794	14 785 526	14 231 530
Autres créances	1 112 950		1 112 950	1 642 487
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités				
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	126 140		126 140	361 422
ACTIF CIRCULANT	40 477 181	3 685 671	36 791 509	37 499 822
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	14 348		14 348	51 974
TOTAL GENERAL	96 259 199	35 554 349	60 704 849	62 655 156

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 6 000 000)	6 000 000	6 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	300 000	300 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	13 327 784	13 327 784
Report à nouveau	-10 246 298	-7 986 649
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-3 400 117	-2 258 649
Subventions d'investissement	328 579	152 320
Provisions réglementées	5 641 704	5 759 676
CAPITAUX PROPRES	11 951 653	15 294 482
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 613 346	2 712 417
Provisions pour charges	1 697 587	2 075 161
PROVISIONS	3 310 933	4 787 579
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 000	1 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 471 581	3 084 788
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 723 532	8 842 122
Dettes fiscales et sociales	3 623 592	3 877 839
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	47 314	1 917 641
Autres dettes	28 574 156	24 847 169
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	45 441 174	42 570 560
Ecarts de conversion passif	1 089	2 536
TOTAL GENERAL	60 704 849	62 655 156

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	5 507 885	34 230 991	39 738 877	46 549 051
Production vendue de services	3 698 837	3 780 121	7 478 958	5 089 235
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 206 723	38 011 112	47 217 835	51 638 285
Production stockée			1 824 169	-5 237 709
Production immobilisée				55 406
Subventions d'exploitation			11 417	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 245 914	6 760 350
Autres produits			243 803	192 273
PRODUITS D'EXPLOITATION			50 543 138	53 408 606
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			5 881	44 867
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			2 730 394	5 023 724
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 477 460	-126 576
Autres achats et charges externes			27 652 320	29 979 262
Impôts, taxes et versements assimilés			689 177	740 786
Salaires et traitements			11 177 345	11 896 967
Charges sociales			5 735 598	5 756 689
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 163 073	3 045 866
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 091 898	9 176
Dotations aux provisions			-451 729	30 655
Autres charges			736 023	344 689
CHARGES D'EXPLOITATION			54 007 439	56 746 106
RESULTAT D'EXPLOITATION			-3 464 302	-3 337 500
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				7
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			54 096	21 239
Différences positives de change			330 195	346 461
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			384 291	367 707
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			26 382	54 096
Intérêts et charges assimilées			29 428	38 999
Différences négatives de change			526 660	5 176
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			582 469	98 270
RESULTAT FINANCIER			-198 178	269 437
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-3 662 480	-3 068 063

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	223 561	943 493
Produits exceptionnels sur opérations en capital	139 121	20 637
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	731 174	735 868
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 093 855	1 699 998
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	131 193	594 954
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	73 037	6 308
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	613 202	243 376
CHARGES EXCEPTIONNELLES	817 431	844 638
RESULTAT EXCEPTIONNEL	276 424	855 360
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	14 061	45 946
TOTAL DES PRODUITS	52 021 284	55 476 311
TOTAL DES CHARGES	55 421 400	57 734 960
BENEFICE OU PERTE	-3 400 117	-2 258 649

Annexes

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Evènements principaux de l'exercice

L'entreprise a poursuivi et terminé la construction du nouveau bâtiment administratif, accueillant l'ensemble des fonctions support. Le déménagement a eu lieu en juin 2021. Tous les salariés de Lufkin Gears France sont désormais localisés au même endroit.

La société a nommé, par décision de l'associé unique le 2 décembre 2021, un nouveau Président en la personne d'Ali Belrhiti Alaoui, suite à la démission d'Olivier Weppe.

La crise du Covid-19 n'a pas eu d'impact majeur sur l'activité de la société

Evènements postérieurs à la clôture

Lufkin Gears France est désormais rattaché à la BU Valves, Pumps and Gears dont la direction est basée à Houston aux Etats-unis. Ce changement a eu lieu au premier trimestre 2022.

La société a été notifié d'un contrôle de la DGCCRF portant sur les délais de paiement, ce contrôle est actuellement en cours après une première visite de l'inspecteur le jeudi 19 mai. Un retour est attendu d'ici le mois de juillet.

Les états financiers ont été préparés sur base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

La guerre en Ukraine et les sanctions à l'égard de la Russie n'ont eu que très peu d'impact sur notre activité.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général ainsi que conformément aux règlements ANC 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les concessions, brevets et droits similaires correspondent aux logiciels et à la capitalisation des frais de développement. Ces frais sont immobilisés au titre du projet informatique Oracle et constituent essentiellement des logiciels. Ils incluent des frais de sous-traitance évalués à leur coût de production.

Conformément aux dispositions du Plan Comptable Général, les frais d'études préalables, liées à la faisabilité du projet, sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties comptablement sur 3 ans selon le mode linéaire et fiscalement sur une durée de 1 an.

La date de début d'amortissement correspond à la date de mise en service du projet.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciations sont calculés sur la base de la durée d'utilisation estimée de chaque immobilisation corporelle selon les modes linéaires et dégressifs.

Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

	Comptable		Fiscal	
Constructions	Linéaire	40 ans	Linéaire	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	10 à 20 ans	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire	10 ans	Dégressif	10 ans
Matériel industriel	Linéaire	7 à 12 ans	Dégressif	6 ans 2/3
Outillage industriel	Linéaire	3 ou 5 ans	Dégressif	3 ou 5 ans
Véhicules	Linéaire	7 ans	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans	Dégressif	3 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	10 ans	Linéaire	10 ans

A la clôture de l'exercice, la société a apprécié s'il existait des indicateurs externes ou internes importants de perte de valeur concernant ses actifs corporels :

-Changements externes importants : aucun changement externe important dans l'environnement technique ou économique ayant un effet négatif sur la société n'est intervenu au cours de l'exercice ou surviendra dans un proche avenir.

-Obsolescence ou dégradation physique : aucun indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement n'a été relevé par la société.

-Changements internes importants : il n'existe pas de changements majeurs dans le mode d'utilisation des actifs ayant un effet négatif sur l'entité qui sont survenus au cours de l'exercice ou sont susceptibles de survenir dans un proche avenir.

-Performances économiques des actifs inférieurs aux prévisions : les indications provenant du système d'information interne montrent que la performance économique des actifs sera conforme aux prévisions attendues.

L'entreprise n'a pas identifié d'indices importants laissant penser qu'un actif a pu perdre de la valeur.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La société ne détient aucune filiale ou participation. Les immobilisations financières sont constituées par un prêt destiné à l'effort de construction et par des dépôts et cautionnements versés.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les encours et stocks de produits finis sont enregistrés à leur coût de production. Celui-ci comprend :

-Le coût d'acquisition des matières consommées, augmenté d'une quote-part de frais accessoires à leur mise en production.

-Des charges directes et indirectes de production, déterminées par un nombre d'unités d'œuvre réelles valorisées à un taux standard réajusté tous les ans en fonction des coûts réels.

-Les frais financiers sont exclus du coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée selon une analyse liée à leur degré d'utilisation ou d'obsolescence afin de tenir compte de leur valeur de marché ou d'utilité pour la société dans le cadre de son cycle de production. Le montant de cette provision à la clôture de l'exercice s'élève à 1 404 k€.

Dans le cadre de la dépréciation du stock à faible rotation, la société a appliqué les taux suivants:

Date de la dernière consommation	Taux appliqué
> 3 ans	100%
2 ans < X < 3 ans	50%
1 an < X < 2 ans	26%

Les pourcentages ont été évalués en fonction de l'analyse réalisées sur les tendances d'utilisation et de consommation des stocks d'équipements sur les 3 dernières années.

Une provision sur encours est constituée pour les affaires présentant une perte probable à l'issue du contrat, afin de constater une valeur nette correspondant à la valeur de réalisation du marché.

Le montant de cette provision à la clôture de l'exercice s'élève à 2 209 k€.

CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas, lorsque le risque d'une perte probable est identifié. société n'a plus recours au factoring.

OPERATIONS EN DEVISES

Les créances et dettes libellées en devises sont converties en euros sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les transactions réalisées en devises sont enregistrées au cours de change en vigueur à la date des transactions.

Les différences de change résultant de la conversion des actifs et passifs en devises sont portées en « Ecart de conversion ».

Les pertes de change latentes, les cas échéants, font l'objet d'une provision pour risques de change.

CASH POOL

La gestion de la centralisation de trésorerie est faite par la société du groupe Oil & Gas International Treasury Services Unlimited Company.

La trésorerie centralisée est présentée en fonction du solde en « Autres créances » ou en « Autres dettes ».

Le montant net de la trésorerie dégagé inclus dans le postes « Autres dettes » représente 615 k€ pour le cash pool en USD et 27 042 k€ pour le cash pool en EUR.

CAPITAUX PROPRES

Le capital social est constitué de 3 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Les subventions d'investissements inscrites dans les capitaux propres sont rapportées au résultat sur les durées de vie retenues pour l'amortissement des immobilisations ayant fait l'objet de ces subventions.

Les provisions règlementées sont exclusivement constituées par les amortissements dérogatoires.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour garanties données aux clients destinée à couvrir les dépenses prévisibles est constituée pour un montant de 818 k€.

Cette provision est calculée d'après l'historique des coûts de garantie engagés les années précédentes rapportés au chiffre d'affaires.

Une provision pour pertes à terminaison est constituée pour la première fois lorsqu'un risque important est identifié sur les travaux en cours restant à réaliser.
Elle s'élève à 604 k€ à la clôture de l'exercice.

La provision pour pertes à terminaison au 31/12/2020 pour les nouvelles unités à train planétaire a été calculée de la manière suivante :
Pour les produits vendus sur Q1 2021 : le calcul de la dépréciation reprend la marge réelle

réalisée (8 k€ provisionnés en compte de provision classe 15 et 51 k€ provisionnés en stocks);

Pour les commandes non produites à Q1 2021 : le calcul de la dépréciation reprend la marge estimée sur l'exercice 2021 et la marge moyenne réalisée au cours de 4 derniers trimestres (-19%). Par prudence, est retenue la provision la plus défavorable (1 140 k€ de provision en compte provision classe 15 et 959 k€ provisionnés en stocks).

La provision pour pertes à terminaison au 31/12/2020 pour les parallèles (305 k€) a été calculé selon la marge estimée sur l'exercice 2021 et la marge moyenne réalisée au cours de 4 derniers trimestres 2020 (-10%). Par prudence, est retenue la provision la plus défavorable (199 k€ de provision en compte provision classe 15 et 105 k€ provisionnés en stocks). Le calcul n'a pas été mis à jour de la marge réalisée sur Q1 2021.

La provision pour pertes à terminaison au 31/12/2021 a été calculée de la manière suivante :

Pour les produits vendus sur Q1 FY22 : le calcul de la dépréciation reprend la marge réelle réalisée ;

Pour les commandes non produites à Q1FY22 : le calcul de la dépréciation reprend la marge estimée sur l'exercice 2022 par les chefs de projets. Cette marge tient compte des coûts de production restant à courir. Elle représente 600 k€ de provision en classe 15 et 2,2 M€ de provision en stocks).

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite correspondent aux droits acquis par le personnel en matière d'indemnités de départ à la retraite.

L'entreprise a fait évaluer ses engagements par l'actuaire Willis Towers Watson.

Ils sont déterminés en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle prospective intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ à la retraite, de taux de rotation du personnel et de rentabilité des placements à long terme.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Convention collective appliquée : « Métallurgie de Haute Saône »
- Age de départ en retraite : 62 ans
- Taux d'actualisation : 1%
- Taux de turnover : 3,83% jusqu'à 55 ans, puis 0% après 55 ans
- Augmentation des salaires : 2%
- Taux de charges : 45%
- Table de mortalité : INSEE 2016-2018 HF

Ces engagements sont couverts, pour partie par les droits dans un fonds externe géré par le « Crédit Agricole Assurances ». La société constitue une provision pour indemnité de départ en retraite sur la base du calcul annuel effectué par l'Actuaire mandaté, à hauteur de l'engagement net de la valeur vénale des actifs du régime d'assurance.

La provision IDR s'établit à 1 698 k€.

MEDAILLES DU TRAVAIL

L'entreprise a fait évaluer ses engagements par l'actuaire Willis Towers Watson, mais aucune provision n'est constituée sur l'exercice 2021.

LONG-TERM SERVICE AWARDS

L'entreprise a fait évaluer ses engagements par l'actuaire Willis Towers Watson, mais aucune provision n'est constituée sur l'exercice 2021. La provision de 450 k€ de l'exercice 2020 a été reprise sans objet suite à une décision de la direction du Groupe.

AUTRES INFORMATIONS

Aspects environnementaux

La société n'a pas constitué de provision ni engagé de charges à caractère environnemental.

La société est certifiée ISO140001.

Honoraires des commissaires aux comptes

	KPMG	Total
Au titre de la mission de certification légale des comptes	61 000 € HT	61 000 € HT
Honoraires totaux	61 000 € HT	61 000 € HT

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 444 183		
Terrains	363 069		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	5 010 047		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 382 795		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	32 461 957		
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	194 666		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	984 630		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 949 886		2 320 206
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 791 033		2 320 206
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	611 554		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	611 554		
TOTAL GENERAL	54 404 587		2 320

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	30 494	- 529	3.474.148	
Terrains	222 727		585 796	
Constructions sur sol propre	2 884 447		7 894 494	
Constructions sur sol d'autrui	2 211 557			
Constructions, installations générales, agenc.		- 161 099	7 433 253	
Installations techn.,matériel et outillages ind.	1 092 564	- 301 630	33 252 892	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			194 666	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	642 707	- 204 926	1 422 410	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	-7 084 496	- 320 799	864 597	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	- 988 983	55.122.257	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		-32 334	643 889	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		-32 334	643 889	
TOTAL GENERAL		- 956 64	55 766 146	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 400 870	31 356	529	3 431 696
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 400 870	31 356	529	3 431 696
Terrains	24 026	36 667		60 694
Constructions sur sol propre	1 581 858	170 249		1 752 106
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	2 822 565	480 094	103 599	3 199 059
Installations techniques, matériel et outillage industriels	20 538 562	2 336 144	293 284	22 581 422
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	175 396			175 396
Matériel de bureau et informatique, mobilier	757 475	108 563	197 735	668 304
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 899 882	3 131 717	594 618	28 436 982
TOTAL GENERAL	29 300 752	3 163 073	595 147	31 868 678

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.		3 225	1 157			292	4 090
INCORPOREL.		3 225	1 157			292	4 090
Terrains							
Construct.							
- sol propre	111 428						111 428
- sol autrui							
- installations				9 214	585		-9 799
Install. Tech.		486 391			720 660		-234 269
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		11 001			423		10 578
Embal récup.							
CORPOREL.	111 428	497 392		9 214	721 668		-122 062
Acquis. titre							
TOTAL	111 428	500 617	1 157	9 214	721 668	292	-117 972

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	5 759 676	613 202	731 174	5 641 704
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	5 759 676	613 202	731 174	5 641 704
Provisions pour litiges	165 000			165 000
Provisions pour garanties données aux clients	1 039 219		221 340	817 879
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	54 096	26 382	54 096	26 381
Provisions pour pensions, obligations similaires	2 075 161	74 155	451 729	1 697 587
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 454 103		850 017	604 086
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	4 787 579	100 536	1 577 182	3 310 933
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	2 466 056	1 146 821		3 612 877
Dépréciations comptes clients	63 394	9 640	240	72 794
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	2 529 450	1 156 461	240	3 685 671
TOTAL GENERAL	13 076 705	1 870 199	2 308 596	12 638 309
Dotations et reprises d'exploitation		1 156 461	1 449 172	
Dotations et reprises financières		26 382	54 096	
Dotations et reprises exceptionnelles		613 202	731 174	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	639 250		639 250
Autres immobilisations financières	4 639	1	4 638
Clients douteux ou litigieux	82 848	82 848	
Autres créances clients	14 775 473	14 775 473	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 013	1 013	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 121	2 121	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	426 621	426 621	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	537 263	537 263	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	145 932	145 932	
Charges constatées d'avance	126 140	126 140	
TOTAL GENERAL	16 741 300	16 097 412	643 888
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	1 000	1 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	8 723 532	8 723 532		
Personnel et comptes rattachés	2 833 340	2 833 340		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	677 646	677 646		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	60 932	60 932		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	51 673	51 673		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	47 314	47 314		
Groupe et associés	27 657 216	27 657 216		
Autres dettes	916 939	916 939		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	40 969 593	40 969 593		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Nature des écarts	Actif	Ecart compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif
	Perte latente			Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances	10 367		10 367	889
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	3 981		3 981	200
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	14 347		14 347	1 089

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48618000	CHARGES CONSTATEES D' AVANCE	126 139,80	361 421,70	-235 281,90
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		126 139,80	361 421,70	-235 281,90

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 000 000			2
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		15 294 482
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		15 294 482
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		176 260
Variations des provisions réglementées	117 972	
Autres variations		
Résultat de l'exercice	3 400 116	
	SOLDE	3 341 828
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		11 952 654

Données en €	France	Europe	Amérique du Nord	Amérique Latine	Moyen-Orient	Afrique
Production vendue de biens	5 440	20 920	2 119	303	274	772
Production vendue de services	3 700	2 110	91	0	261	304
Total	9 140	23 030	2 211	303	534	1 076

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-3 662 479		-3 662 479
Résultat exceptionnel à court terme	276 423		276 423
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs	-14 060		-14 060
RESULTAT COMPTABLE	-3 400 116		-3 400 116

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Aucun impôt n'est dû au titre de l'exercice 2021. Les retenues à la source de clients étrangers pour 14 060 €.

Une perte fiscale a été dégagée sur l'exercice de 4 144 499 € plaçant les déficits à reporter au montant de 55 875 096 €.

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	5 641 704
Subventions d'investissement	328 579
TOTAL ACCROISSEMENTS	5 970 283
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	5 970 283
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes sur établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Garanties bancaires données aux clients (EUR): 3 634 k Garanties bancaires données aux clients (GBP): 1 115 k	
	TOTAL

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers				
Engagements de retraite				
Avances et crédits alloués				
Rémunérations allouées				

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Remboursements opérés pendant l'exercice :

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
-------------------------------------	-------	-----------------	----------

Baker Hughes Company basée à Houston - Texas - USA

Rubriques	Dotation	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			-3 400 117
Impôt sur les bénéfices			14 061
RESULTAT AVANT IMPOT			-3 386 056
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	613 201	731 173	-117 972
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	613 201	731 173	-117 972
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			-3 504 028



KPMG SA
35 avenue du 20ème Corps
Immeuble Quai Ouest
54005 Nancy

Lufkin Gears France S.A.S.

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021
Lufkin Gears France S.A.S.
Route de Luxeuil, 70220 Fougerolles-Saint-Valbert

KPMG SA
société française membre du réseau
KPMG constitué de cabinets
indépendants adhérents de KPMG
International Limited, une société de
droit anglais ("private company limited
by guarantee").

SA
Société de commissariat aux comptes
Siège social : Tour EQHO
2 Avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
775726417 RCS NANTERRE



KPMG SA
35 avenue du 20ème Corps
Immeuble Quai Ouest
54005 Nancy

Lufkin Gears France S.A.S.

Route de Luxeuil, 70220 Fougerolles-Saint-Valbert

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2021

À l'Associé Unique de la société Lufkin Gears France S.A.S.,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Associé Unique, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lufkin Gears France S.A.S. relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Votre société constitue des dépréciations de stocks et des provisions pour couvrir les pertes à terminaison lorsqu'un risque est identifié sur les travaux en cours, tel que décrit dans la note "Stocks" et "Provisions pour risques et charges" des Règles et méthodes comptables" de l'annexe aux comptes annuels.

Nos travaux ont notamment consisté à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, à revoir par sondage les calculs effectués par la société, et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations par la direction.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'Associé Unique.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Nancy, le 1^{er} juillet 2022

KPMG S.A.

Bertrand ROUSSEL

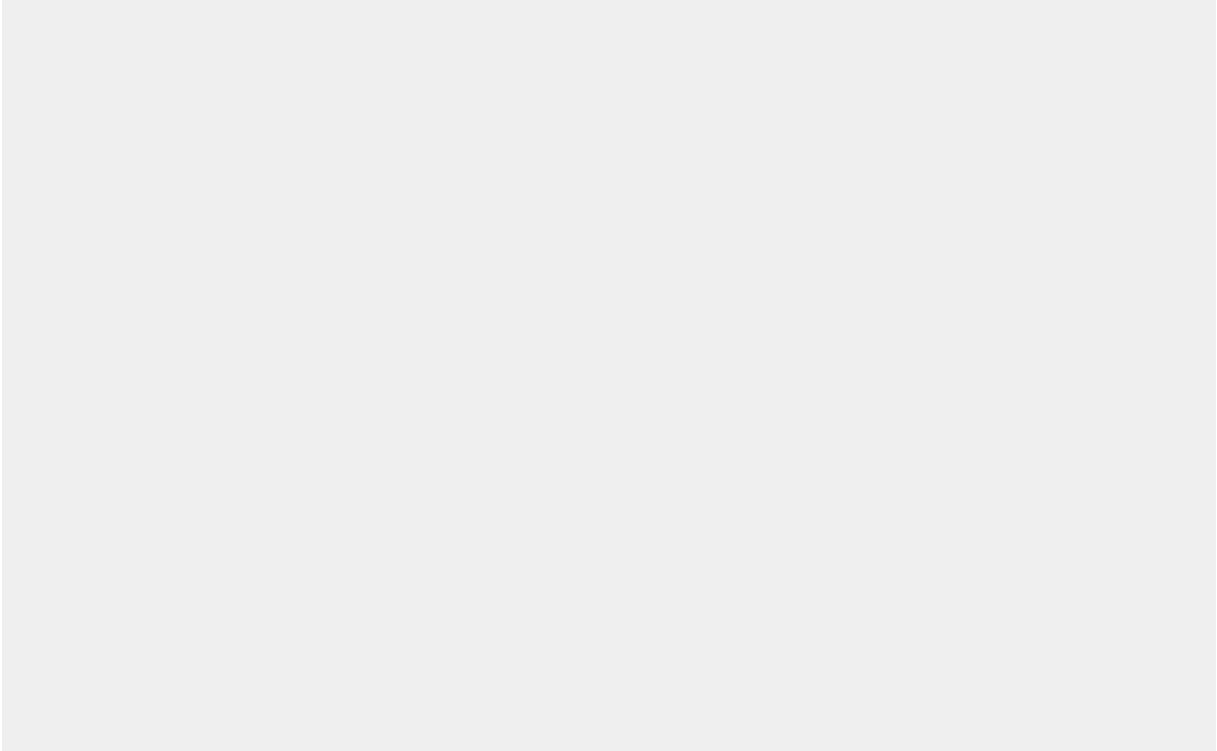

Associé

LUFKIN GEARS FRANCE

Route de Luxeuil

70220 FOUGEROLLES

Comptes au 31/12/2021



- SOMMAIRE -

Comptes annuels

Bilan - Actif	3
Bilan - Passif	4
Compte de résultat	5

Annexes

Faits majeurs de l'exercice	8
Règles et méthodes comptables	9
Autres informations	15
Immobilisations	16
Amortissements	17
Provisions et dépréciations	18
Créances et dettes	19
Ecart de conversion sur créances et dettes	20
Produits à recevoir	21
Charges à payer	22
Charges et produits constatés d'avance	23
Composition du capital social	24
Variation des capitaux propres	25
Ventilation du chiffre d'affaires	26
Ventilation par zone géographique	27
Charges et produits exceptionnels	28
Répartition de l'impôt sur les bénéfices	29
Note - Répartition de l'impôt sur les bénéfices	30
Situation fiscale différée et latente	31
Dettes garanties par des sûretés réelles	32
Rémunération des dirigeants	33
Effectif moyen	34
Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société	35
Incidences des évaluations fiscales dérogatoires	36

Comptes annuels

Rubriques	Montant Brut	Amort. Prov.	31/12/2021	31/12/2020
Capital souscrit non appelé				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	3 474 148	3 431 696	42 452	43 313
Fonds commercial	1 524		1 524	1 524
Autres immobilisations incorporelles				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	585 796	60 694	525 102	339 042
Constructions	15 327 748	4 951 166	10 376 582	5 988 420
Installations techniques, matériel, outillage	33 252 892	22 581 422	10 671 470	11 923 395
Autres immobilisations corporelles	1 617 077	843 700	773 376	246 424
Immobilisations en cours	864 597		864 597	5 949 686
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Participations par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts	639 250		639 250	603 712
Autres immobilisations financières	4 639		4 639	7 842
ACTIF IMMOBILISE	55 767 670	31 868 678	23 898 992	25 103 360
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	3 281 301	1 403 645	1 877 656	3 357 517
En-cours de production de biens	20 795 847	2 209 232	18 586 615	17 906 866
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	302 622		302 622	
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	14 858 321	72 794	14 785 526	14 231 530
Autres créances	1 112 950		1 112 950	1 642 487
Capital souscrit et appelé, non versé				
DIVERS				
Valeurs mobilières de placement (dont actions propres :)				
Disponibilités				
COMPTES DE REGULARISATION				
Charges constatées d'avance	126 140		126 140	361 422
ACTIF CIRCULANT	40 477 181	3 685 671	36 791 509	37 499 822
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif	14 348		14 348	51 974
TOTAL GENERAL	96 259 199	35 554 349	60 704 849	62 655 156

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Capital social ou individuel (dont versé : 6 000 000)	6 000 000	6 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport		
Ecarts de réévaluation (dont écart d'équivalence :)		
Réserve légale	300 000	300 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées (dont rés. Prov. fluctuation cours)		
Autres réserves (dont achat œuvres originales artistes)	13 327 784	13 327 784
Report à nouveau	-10 246 298	-7 986 649
RESULTAT DE L'EXERCICE (bénéfice ou perte)	-3 400 117	-2 258 649
Subventions d'investissement	328 579	152 320
Provisions réglementées	5 641 704	5 759 676
CAPITAUX PROPRES	11 951 653	15 294 482
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	1 613 346	2 712 417
Provisions pour charges	1 697 587	2 075 161
PROVISIONS	3 310 933	4 787 579
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers (dont empr. participatifs)	1 000	1 000
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	4 471 581	3 084 788
DETTES D'EXPLOITATION		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 723 532	8 842 122
Dettes fiscales et sociales	3 623 592	3 877 839
DETTES DIVERSES		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	47 314	1 917 641
Autres dettes	28 574 156	24 847 169
COMPTES DE REGULARISATION		
Produits constatés d'avance		
DETTES	45 441 174	42 570 560
Ecarts de conversion passif	1 089	2 536
TOTAL GENERAL	60 704 849	62 655 156

Rubriques	France	Exportation	31/12/2021	31/12/2020
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	5 507 885	34 230 991	39 738 877	46 549 051
Production vendue de services	3 698 837	3 780 121	7 478 958	5 089 235
CHIFFRES D'AFFAIRES NETS	9 206 723	38 011 112	47 217 835	51 638 285
Production stockée			1 824 169	-5 237 709
Production immobilisée				55 406
Subventions d'exploitation			11 417	
Reprises sur dépréciations, provisions (et amortissements), transferts de charges			1 245 914	6 760 350
Autres produits			243 803	192 273
PRODUITS D'EXPLOITATION			50 543 138	53 408 606
Achats de marchandises (y compris droits de douane)			5 881	44 867
Variation de stock (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements (et droits de douane)			2 730 394	5 023 724
Variation de stock (matières premières et approvisionnements)			1 477 460	-126 576
Autres achats et charges externes			27 652 320	29 979 262
Impôts, taxes et versements assimilés			689 177	740 786
Salaires et traitements			11 177 345	11 896 967
Charges sociales			5 735 598	5 756 689
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Sur immobilisations : dotations aux amortissements			3 163 073	3 045 866
Sur immobilisations : dotations aux dépréciations				
Sur actif circulant : dotations aux dépréciations			1 091 898	9 176
Dotations aux provisions			-451 729	30 655
Autres charges			736 023	344 689
CHARGES D'EXPLOITATION			54 007 439	56 746 106
RESULTAT D'EXPLOITATION			-3 464 302	-3 337 500
OPERATIONS EN COMMUN				
Bénéfice attribué ou perte transférée				
Perte supportée ou bénéfice transféré				
PRODUITS FINANCIERS				
Produits financiers de participations				
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés				7
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges			54 096	21 239
Différences positives de change			330 195	346 461
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
PRODUITS FINANCIERS			384 291	367 707
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions			26 382	54 096
Intérêts et charges assimilées			29 428	38 999
Différences négatives de change			526 660	5 176
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
CHARGES FINANCIERES			582 469	98 270
RESULTAT FINANCIER			-198 178	269 437
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS			-3 662 480	-3 068 063

Rubriques	31/12/2021	31/12/2020
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	223 561	943 493
Produits exceptionnels sur opérations en capital	139 121	20 637
Reprises sur dépréciations et provisions, transferts de charges	731 174	735 868
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 093 855	1 699 998
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	131 193	594 954
Charges exceptionnelles sur opérations en capital	73 037	6 308
Dotations exceptionnelles aux amortissements, dépréciations et provisions	613 202	243 376
CHARGES EXCEPTIONNELLES	817 431	844 638
RESULTAT EXCEPTIONNEL	276 424	855 360
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise		
Impôts sur les bénéfices	14 061	45 946
TOTAL DES PRODUITS	52 021 284	55 476 311
TOTAL DES CHARGES	55 421 400	57 734 960
BENEFICE OU PERTE	-3 400 117	-2 258 649

Annexes

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

Evènements principaux de l'exercice

L'entreprise a poursuivi et terminé la construction du nouveau bâtiment administratif, accueillant l'ensemble des fonctions support. Le déménagement a eu lieu en juin 2021. Tous les salariés de Lufkin Gears France sont désormais localisés au même endroit.

La société a nommé, par décision de l'associé unique le 2 décembre 2021, un nouveau Président en la personne d'Ali Belrhiti Alaoui, suite à la démission d'Olivier Weppe.

La crise du Covid-19 n'a pas eu d'impact majeur sur l'activité de la société

Evènements postérieurs à la clôture

Lufkin Gears France est désormais rattaché à la BU Valves, Pumps and Gears dont la direction est basée à Houston aux Etats-unis. Ce changement a eu lieu au premier trimestre 2022.

La société a été notifié d'un contrôle de la DGCCRF portant sur les délais de paiement, ce contrôle est actuellement en cours après une première visite de l'inspecteur le jeudi 19 mai. Un retour est attendu d'ici le mois de juillet.

Les états financiers ont été préparés sur base de la continuité de l'activité. A la date d'arrêté des comptes, la direction de l'entité n'a pas connaissance d'incertitudes significatives qui remettent en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation.

La guerre en Ukraine et les sanctions à l'égard de la Russie n'ont eu que très peu d'impact sur notre activité.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 8 septembre 2014 relatif au Plan Comptable Général ainsi que conformément aux règlements ANC 2014-03.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

- continuité d'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- indépendance des exercices.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les concessions, brevets et droits similaires correspondent aux logiciels et à la capitalisation des frais de développement. Ces frais sont immobilisés au titre du projet informatique Oracle et constituent essentiellement des logiciels. Ils incluent des frais de sous-traitance évalués à leur coût de production.

Conformément aux dispositions du Plan Comptable Général, les frais d'études préalables, liées à la faisabilité du projet, sont comptabilisés en charges.

Les immobilisations incorporelles sont amorties comptablement sur 3 ans selon le mode linéaire et fiscalement sur une durée de 1 an.

La date de début d'amortissement correspond à la date de mise en service du projet.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciations sont calculés sur la base de la durée d'utilisation estimée de chaque immobilisation corporelle selon les modes linéaires et dégressifs.

Les principales durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

	Comptable		Fiscal	
Constructions	Linéaire	40 ans	Linéaire	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	Linéaire	10 à 20 ans	Linéaire	10 ans
Installations techniques	Linéaire	10 ans	Dégressif	10 ans
Matériel industriel	Linéaire	7 à 12 ans	Dégressif	6 ans 2/3
Outillage industriel	Linéaire	3 ou 5 ans	Dégressif	3 ou 5 ans
Véhicules	Linéaire	7 ans	Linéaire	5 ans
Matériel informatique	Linéaire	3 ans	Dégressif	3 ans
Matériel de bureau et mobilier	Linéaire	10 ans	Linéaire	10 ans

A la clôture de l'exercice, la société a apprécié s'il existait des indicateurs externes ou internes importants de perte de valeur concernant ses actifs corporels :

-Changements externes importants : aucun changement externe important dans l'environnement technique ou économique ayant un effet négatif sur la société n'est intervenu au cours de l'exercice ou surviendra dans un proche avenir.

-Obsolescence ou dégradation physique : aucun indice d'obsolescence ou de dégradation physique d'un actif non prévu par le plan d'amortissement n'a été relevé par la société.

-Changements internes importants : il n'existe pas de changements majeurs dans le mode d'utilisation des actifs ayant un effet négatif sur l'entité qui sont survenus au cours de l'exercice ou sont susceptibles de survenir dans un proche avenir.

-Performances économiques des actifs inférieurs aux prévisions : les indications provenant du système d'information interne montrent que la performance économique des actifs sera conforme aux prévisions attendues.

L'entreprise n'a pas identifié d'indices importants laissant penser qu'un actif a pu perdre de la valeur.

IMMOBILISATIONS FINANCIERES

La société ne détient aucune filiale ou participation. Les immobilisations financières sont constituées par un prêt destiné à l'effort de construction et par des dépôts et cautionnements versés.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode du coût unitaire moyen pondéré.

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires à l'exception de toute valeur ajoutée.

Les encours et stocks de produits finis sont enregistrés à leur coût de production. Celui-ci comprend :

-Le coût d'acquisition des matières consommées, augmenté d'une quote-part de frais accessoires à leur mise en production.

-Des charges directes et indirectes de production, déterminées par un nombre d'unités d'œuvre réelles valorisées à un taux standard réajusté tous les ans en fonction des coûts réels.

-Les frais financiers sont exclus du coût de production.

Une provision pour dépréciation des stocks est constituée selon une analyse liée à leur degré d'utilisation ou d'obsolescence afin de tenir compte de leur valeur de marché ou d'utilité pour la société dans le cadre de son cycle de production. Le montant de cette provision à la clôture de l'exercice s'élève à 1 404 k€.

Dans le cadre de la dépréciation du stock à faible rotation, la société a appliqué les taux suivants:

Date de la dernière consommation	Taux appliqué
> 3 ans	100%
2 ans < X < 3 ans	50%
1 an < X < 2 ans	26%

Les pourcentages ont été évalués en fonction de l'analyse réalisées sur les tendances d'utilisation et de consommation des stocks d'équipements sur les 3 dernières années.

Une provision sur encours est constituée pour les affaires présentant une perte probable à l'issue du contrat, afin de constater une valeur nette correspondant à la valeur de réalisation du marché.

Le montant de cette provision à la clôture de l'exercice s'élève à 2 209 k€.

CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES

Les créances sont évaluées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constituée au cas par cas, lorsque le risque d'une perte probable est identifié. société n'a plus recours au factoring.

OPERATIONS EN DEVISES

Les créances et dettes libellées en devises sont converties en euros sur la base des taux en vigueur à la date de clôture du bilan.

Les transactions réalisées en devises sont enregistrées au cours de change en vigueur à la date des transactions.

Les différences de change résultant de la conversion des actifs et passifs en devises sont portées en « Ecart de conversion ».

Les pertes de change latentes, les cas échéants, font l'objet d'une provision pour risques de change.

CASH POOL

La gestion de la centralisation de trésorerie est faite par la société du groupe Oil & Gas International Treasury Services Unlimited Company.

La trésorerie centralisée est présentée en fonction du solde en « Autres créances » ou en « Autres dettes ».

Le montant net de la trésorerie dégagé inclus dans le postes « Autres dettes » représente 615 k€ pour le cash pool en USD et 27 042 k€ pour le cash pool en EUR.

CAPITAUX PROPRES

Le capital social est constitué de 3 000 000 d'actions d'une valeur nominale de 2 euros.

Les subventions d'investissements inscrites dans les capitaux propres sont rapportées au résultat sur les durées de vie retenues pour l'amortissement des immobilisations ayant fait l'objet de ces subventions.

Les provisions règlementées sont exclusivement constituées par les amortissements dérogatoires.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision pour garanties données aux clients destinée à couvrir les dépenses prévisibles est constituée pour un montant de 818 k€.

Cette provision est calculée d'après l'historique des coûts de garantie engagés les années précédentes rapportés au chiffre d'affaires.

Une provision pour pertes à terminaison est constituée pour la première fois lorsqu'un risque important est identifié sur les travaux en cours restant à réaliser.
Elle s'élève à 604 k€ à la clôture de l'exercice.

La provision pour pertes à terminaison au 31/12/2020 pour les nouvelles unités à train planétaire a été calculée de la manière suivante :
Pour les produits vendus sur Q1 2021 : le calcul de la dépréciation reprend la marge réelle

réalisée (8 k€ provisionnés en compte de provision classe 15 et 51 k€ provisionnés en stocks);

Pour les commandes non produites à Q1 2021 : le calcul de la dépréciation reprend la marge estimée sur l'exercice 2021 et la marge moyenne réalisée au cours de 4 derniers trimestres (-19%). Par prudence, est retenue la provision la plus défavorable (1 140 k€ de provision en compte provision classe 15 et 959 k€ provisionnés en stocks).

La provision pour pertes à terminaison au 31/12/2020 pour les parallèles (305 k€) a été calculé selon la marge estimée sur l'exercice 2021 et la marge moyenne réalisée au cours de 4 derniers trimestres 2020 (-10%). Par prudence, est retenue la provision la plus défavorable (199 k€ de provision en compte provision classe 15 et 105 k€ provisionnés en stocks). Le calcul n'a pas été mis à jour de la marge réalisée sur Q1 2021.

La provision pour pertes à terminaison au 31/12/2021 a été calculée de la manière suivante :

Pour les produits vendus sur Q1 FY22 : le calcul de la dépréciation reprend la marge réelle réalisée ;

Pour les commandes non produites à Q1FY22 : le calcul de la dépréciation reprend la marge estimée sur l'exercice 2022 par les chefs de projets. Cette marge tient compte des coûts de production restant à courir. Elle représente 600 k€ de provision en classe 15 et 2,2 M€ de provision en stocks).

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Les engagements de retraite correspondent aux droits acquis par le personnel en matière d'indemnités de départ à la retraite.

L'entreprise a fait évaluer ses engagements par l'actuaire Willis Towers Watson.

Ils sont déterminés en tenant compte de l'ancienneté du personnel et de la probabilité de présence dans l'entreprise à la date de départ en retraite.

Le calcul repose sur une méthode actuarielle prospective intégrant des hypothèses d'évolution des salaires, d'âge de départ à la retraite, de taux de rotation du personnel et de rentabilité des placements à long terme.

Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes :

- Convention collective appliquée : « Métallurgie de Haute Saône »
- Age de départ en retraite : 62 ans
- Taux d'actualisation : 1%
- Taux de turnover : 3,83% jusqu'à 55 ans, puis 0% après 55 ans
- Augmentation des salaires : 2%
- Taux de charges : 45%
- Table de mortalité : INSEE 2016-2018 HF

Ces engagements sont couverts, pour partie par les droits dans un fonds externe géré par le « Crédit Agricole Assurances ». La société constitue une provision pour indemnité de départ en retraite sur la base du calcul annuel effectué par l'Actuaire mandaté, à hauteur de l'engagement net de la valeur vénale des actifs du régime d'assurance.

La provision IDR s'établit à 1 698 k€.

MEDAILLES DU TRAVAIL

L'entreprise a fait évaluer ses engagements par l'actuaire Willis Towers Watson, mais aucune provision n'est constituée sur l'exercice 2021.

LONG-TERM SERVICE AWARDS

L'entreprise a fait évaluer ses engagements par l'actuaire Willis Towers Watson, mais aucune provision n'est constituée sur l'exercice 2021. La provision de 450 k€ de l'exercice 2020 a été reprise sans objet suite à une décision de la direction du Groupe.

AUTRES INFORMATIONS

Aspects environnementaux

La société n'a pas constitué de provision ni engagé de charges à caractère environnemental.

La société est certifiée ISO140001.

Honoraires des commissaires aux comptes

	KPMG	Total
Au titre de la mission de certification légale des comptes	61 000 € HT	61 000 € HT
Honoraires totaux	61 000 € HT	61 000 € HT

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquisit., apports
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DE DEVELOPPEMENT			
AUTRES POSTES D'IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 444 183		
Terrains	363 069		
Dont composants			
Constructions sur sol propre	5 010 047		
Constructions sur sol d'autrui			
Const. Install. générales, agenc., aménag.	5 382 795		
Install. techniques, matériel et outillage ind.	32 461 957		
Installations générales, agenc., aménag.			
Matériel de transport	194 666		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	984 630		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	5 949 886		2 320 206
Avances et acomptes			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	53 791 033		2 320 206
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	611 554		
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	611 554		
TOTAL GENERAL	54 404 587		2 320

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
FRAIS D'ETABLISSEMENT ET DEVELOPPEMENT				
AUTRES POSTES IMMOB. INCORPORELLES	30 494	- 529	3.474.148	
Terrains	222 727		585 796	
Constructions sur sol propre	2 884 447		7 894 494	
Constructions sur sol d'autrui	2 211 557			
Constructions, installations générales, agenc.		- 161 099	7 433 253	
Installations techn.,matériel et outillages ind.	1 092 564	- 301 630	33 252 892	
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport			194 666	
Matériel de bureau, informatique, mobilier	642 707	- 204 926	1 422 410	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	-7 084 496	- 320 799	864 597	
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	0	- 988 983	55.122.257	
Participations évaluées par mise équivalence				
Autres participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		-32 334	643 889	
IMMOBILISATIONS FINANCIERES		-32 334	643 889	
TOTAL GENERAL		- 956 64	55 766 146	

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissements et développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	3 400 870	31 356	529	3 431 696
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	3 400 870	31 356	529	3 431 696
Terrains	24 026	36 667		60 694
Constructions sur sol propre	1 581 858	170 249		1 752 106
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales, agenc., aménag.	2 822 565	480 094	103 599	3 199 059
Installations techniques, matériel et outillage industriels	20 538 562	2 336 144	293 284	22 581 422
Installations générales, agenc. et aménag. divers				
Matériel de transport	175 396			175 396
Matériel de bureau et informatique, mobilier	757 475	108 563	197 735	668 304
Emballages récupérables, divers				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	25 899 882	3 131 717	594 618	28 436 982
TOTAL GENERAL	29 300 752	3 163 073	595 147	31 868 678

VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DEROGATOIRES

Rubriques	Dotations			Reprises			Mouvements amortissements fin exercice
	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	Différentiel de durée et autres	Mode dégressif	Amort.fisc. exception.	
Frais établis.							
Fonds Cial							
Autres. INC.		3 225	1 157			292	4 090
INCORPOREL.		3 225	1 157			292	4 090
Terrains							
Construct.							
- sol propre	111 428						111 428
- sol autrui							
- installations				9 214	585		-9 799
Install. Tech.		486 391			720 660		-234 269
Install. Gén.							
Mat. Transp.							
Mat bureau		11 001			423		10 578
Embal récup.							
CORPOREL.	111 428	497 392		9 214	721 668		-122 062
Acquis. titre							
TOTAL	111 428	500 617	1 157	9 214	721 668	292	-117 972

Charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Provisions gisements miniers, pétroliers				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	5 759 676	613 202	731 174	5 641 704
Dont majorations exceptionnelles de 30 %				
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
PROVISIONS REGLEMENTEES	5 759 676	613 202	731 174	5 641 704
Provisions pour litiges	165 000			165 000
Provisions pour garanties données aux clients	1 039 219		221 340	817 879
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change	54 096	26 382	54 096	26 381
Provisions pour pensions, obligations similaires	2 075 161	74 155	451 729	1 697 587
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement immobilisations				
Provisions pour gros entretiens, grandes révis.				
Provisions charges soc. fisc. sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	1 454 103		850 017	604 086
PROVISIONS RISQUES ET CHARGES	4 787 579	100 536	1 577 182	3 310 933
Dépréciations immobilisations incorporelles				
Dépréciations immobilisations corporelles				
Dépréciations titres mis en équivalence				
Dépréciations titres de participation				
Dépréciations autres immobilis. financières				
Dépréciations stocks et en cours	2 466 056	1 146 821		3 612 877
Dépréciations comptes clients	63 394	9 640	240	72 794
Autres dépréciations				
DEPRECIATIONS	2 529 450	1 156 461	240	3 685 671
TOTAL GENERAL	13 076 705	1 870 199	2 308 596	12 638 309
Dotations et reprises d'exploitation		1 156 461	1 449 172	
Dotations et reprises financières		26 382	54 096	
Dotations et reprises exceptionnelles		613 202	731 174	
Dépréciation des titres mis en équivalence à la clôture de l'exercice				

ETAT DES CREANCES	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	639 250		639 250
Autres immobilisations financières	4 639	1	4 638
Clients douteux ou litigieux	82 848	82 848	
Autres créances clients	14 775 473	14 775 473	
Créance représentative de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 013	1 013	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	2 121	2 121	
Etat, autres collectivités : impôt sur les bénéfices	426 621	426 621	
Etat, autres collectivités : taxe sur la valeur ajoutée	537 263	537 263	
Etat, autres collectivités : autres impôts, taxes, versements assimilés			
Etat, autres collectivités : créances diverses			
Groupe et associés			
Débiteurs divers	145 932	145 932	
Charges constatées d'avance	126 140	126 140	
TOTAL GENERAL	16 741 300	16 097 412	643 888
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an,-5 ans	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à 1 an maximum à l'origine				
Emprunts et dettes à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	1 000	1 000		
Fournisseurs et comptes rattachés	8 723 532	8 723 532		
Personnel et comptes rattachés	2 833 340	2 833 340		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	677 646	677 646		
Etat : impôt sur les bénéfices				
Etat : taxe sur la valeur ajoutée	60 932	60 932		
Etat : obligations cautionnées				
Etat : autres impôts, taxes et assimilés	51 673	51 673		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	47 314	47 314		
Groupe et associés	27 657 216	27 657 216		
Autres dettes	916 939	916 939		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	40 969 593	40 969 593		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts, dettes contractés auprès d'associés				

Nature des écarts	Actif	Ecart compensés par couverture de change	Provision pour perte de change	Passif
	Perte latente			Gain latent
Immobilisations non financières				
Immobilisations financières				
Créances	10 367		10 367	889
Dettes financières				
Dettes d'exploitation	3 981		3 981	200
Dettes sur immobilisations				
TOTAL	14 347		14 347	1 089

Compte	Libellé	31/12/2021	31/12/2020	Ecart
CHARGES CONSTATEES D'AVANCE				
48618000	CHARGES CONSTATEES D' AVANCE	126 139,80	361 421,70	-235 281,90
TOTAL CHARGES CONSTATEES D'AVANCE		126 139,80	361 421,70	-235 281,90

Catégories de titres	Nombre de titres			Valeur nominale
	à la clôture de l'exercice	créés pendant l'exercice	remboursés pendant l'exercice	
Actions ordinaires	3 000 000			2
Actions amorties				
Actions à dividende prioritaire sans droit de vote				
Actions préférentielles				
Parts sociales				
Certificats d'investissements				

Situation à l'ouverture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant distributions sur résultats antérieurs		15 294 482
Distributions sur résultats antérieurs		
Capitaux propres après distributions sur résultats antérieurs		15 294 482
Variations en cours d'exercice		En moins
Variations du capital		
Variations des primes liées au capital		
Variations des réserves		
Variations des subventions d'investissement		176 260
Variations des provisions réglementées	117 972	
Autres variations		
Résultat de l'exercice	3 400 116	
	SOLDE	3 341 828
Situation à la clôture de l'exercice		Solde
Capitaux propres avant répartition		11 952 654

Données en €	France	Europe	Amérique du Nord	Amérique Latine	Moyen-Orient	Afrique
Production vendue de biens	5 440	20 920	2 119	303	274	772
Production vendue de services	3 700	2 110	91	0	261	304
Total	9 140	23 030	2 211	303	534	1 076

Répartition	Résultat avant impôt	Impôt dû	Résultat net après impôt
Résultat courant	-3 662 479		-3 662 479
Résultat exceptionnel à court terme	276 423		276 423
Résultat exceptionnel à long terme			
Participation des salariés			
Créance d'impôt à raison des bénéfices fiscaux antérieurs	-14 060		-14 060
RESULTAT COMPTABLE	-3 400 116		-3 400 116

REPARTITION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES

Aucun impôt n'est dû au titre de l'exercice 2021. Les retenues à la source de clients étrangers pour 14 060 €.

Une perte fiscale a été dégagée sur l'exercice de 4 144 499 € plaçant les déficits à reporter au montant de 55 875 096 €.

Rubriques	Montant
IMPOT DU SUR :	
Provisions réglementaires :	
Provisions pour hausse de prix	
Provisions pour fluctuation des cours	
Provisions pour investissements	
Amortissements dérogatoires	5 641 704
Subventions d'investissement	328 579
TOTAL ACCROISSEMENTS	5 970 283
IMPOT PAYE D'AVANCE SUR :	
Charges non déductibles temporairement (à déduire l'année suivante) :	
Congés payés	
Participation des salariés	
Autres	
A déduire ultérieurement :	
Provisions pour propre assureur	
Autres	
TOTAL ALLEGEMENTS	
SITUATION FISCALE DIFFEREE NETTE	5 970 283
IMPOT DU SUR :	
Plus-values différées	
CREDIT A IMPUTER SUR :	
Déficits reportables	
Moins-values à long terme	
SITUATION FISCALE LATENTE NETTE	

Rubriques	Montant garanti
Emprunts obligataires convertibles Autres emprunts obligataires Emprunts et dettes sur établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Garanties bancaires données aux clients (EUR): 3 634 k	
Garanties bancaires données aux clients (GBP): 1 115 k	
TOTAL	

Rubriques	Total dirigeants	Organes		
		Administration	Direction	Surveillance
Engagements financiers				
Engagements de retraite				
Avances et crédits alloués				
Rémunérations allouées				

Conditions de prêts consentis au cours de l'exercice :

Remboursements opérés pendant l'exercice :

Dénomination sociale - siège social	Forme	Montant capital	% détenu
-------------------------------------	-------	-----------------	----------

Baker Hughes Company basée à Houston - Texas - USA			
--	--	--	--

Rubriques	Dotaton	Reprise	Montant
RESULTAT DE L'EXERCICE			-3 400 117
Impôt sur les bénéfices			14 061
RESULTAT AVANT IMPOT			-3 386 056
Provisions sur immobilisations			
Provisions relatives aux stocks			
Provisions sur autres actifs			
Amortissements dérogatoires	613 201	731 173	-117 972
Provisions spéciales réévaluation			
Plus-values réinvesties			
PROVISIONS REGLEMENTEES	613 201	731 173	-117 972
AUTRES EVALUATIONS DEROGATOIRES			
RESULTAT HORS EVALUATIONS FISCALES DEROGATOIRES (avant impôt)			-3 504 028

LUFKIN GEARS FRANCE
Société par actions simplifiée au capital de 6.000.000 €
Siège social : Route de Luxeuil
70220 Fougerolles-Saint-Valbert
950 508 051 R.C.S VESOUL

PROCES VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIEE UNIQUE
EN DATE DU 18 JUILLET 2022

L'an deux mille vingt-deux,
Le 18 juillet,
A 10h30,

La Société Baker Hughes Netherlands Holdings II B.V., ayant son siège social Boezemschop 8, 1724 BJ Oudkarspel, Pays-Bas, représentée par Monsieur Blaise Baudry, dûment habilité,

Associée unique de la société LUFKIN GEARS FRANCE (la « Société »),

a pris les décisions portant sur l'ordre du jour ci-après :

- Rapport de gestion du Président sur l'activité de la société et sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021 ;
- Rapport du Commissaire aux comptes ;
- Approbation des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2021 et quitus au Président ;
- Affectation du résultat ;
- Approbation des charges non déductibles ;
- Conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce,
- Constatation de l'expiration du mandat du Président et renouvellement du mandat du Président ;
- Pouvoirs pour les formalités légales.

Monsieur Ali Belhiti Alaoui, Président de la Société, préside la présente réunion.

Monsieur Olivier Clerc est désigné Secrétaire de Séance.

Les représentants du Comité Social et Economique de l'Entreprise :

- Monsieur Didier Lionnet
- Monsieur Fabrice Pheulpin

sont présents.

Le cabinet KPMG SA, Commissaire aux comptes, dûment informé, est représenté par Laurent Berard.

L'Associée unique déclare et reconnaît disposer des documents suivants :

- Un exemplaire des statuts ;
- Une copie de la lettre d'information du Commissaire aux comptes et l'avis de réception ;
- Une copie des lettres d'information adressées aux représentants du Comité Social et Economique de l'Entreprise ;
- Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) ;
- Le rapport de gestion du Président ;
- Le rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels ;

AB



- Le texte des projets de décisions.

PREMIERE DECISION

L'Associée unique, après avoir pris connaissance du rapport de gestion du Président et du rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels, approuve l'inventaire et les comptes annuels, à savoir le bilan, le compte de résultat et l'annexe, tels qu'ils lui ont été présentés, lesdits comptes se soldant par une perte d'un montant de (3.400.117) euros. L'Associée unique approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

En conséquence, l'Associée unique donne au Président quitus entier et sans réserve de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

DEUXIEME DECISION

L'Associée unique, approuvant la proposition du Président, décide d'affecter la perte de l'exercice clos le 31 décembre 2021 s'élevant à (3.400.117) euros au compte « Report à nouveau » qui sera ainsi porté d'un montant déficitaire de (10.245.298) euros à (13.645.415) euros.

Conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, l'Associée unique constate que la Société n'a pas distribué de dividendes au titre des trois derniers exercices.

TROISIEME DECISION

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, l'Associée unique constate que la Société n'a engagé aucune dépense ou charge non déductible des bénéfices assujettis à l'impôt sur les sociétés au titre des articles 39-4 et 39-5 de ce Code.

QUATRIEME DECISION

L'Associée unique, après avoir pris connaissance du rapport du Président, prend acte qu'aucune nouvelle convention visée à l'article L. 227-10 du Code de commerce n'est intervenue au cours de l'exercice.

CINQUIEME DECISION

L'Associée unique prend acte de l'expiration du mandat du Président et décide de renouveler le mandat de Monsieur Ali Belrhiti Alaoui pour une durée d'un an, expirant à l'issue de la décision de l'Associée unique approuvant en 2023 les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

SIXIEME DECISION

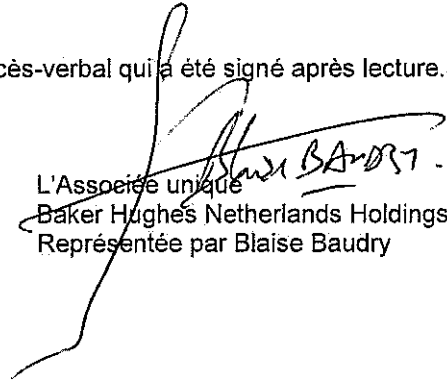
L'Associée unique confère tous pouvoirs au porteur d'un extrait ou d'un original des présentes à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

AB



De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture.

Ali Belhiti
Le Président
Ali Belhiti Alaoui


L'Associée unique
Baker Hughes Netherlands Holdings II B.V,
Représentée par Blaise Baudry